

# Comment fut prise la décision d'utiliser la Bombe Atomique

(Condensé de *Harper's Magazine*)  
par Henry STIMSON



*C'est à M. Henry Stimson, ministre de la Guerre de 1940 à 1945, qu'incomba la mission de faire au Président des Etats-Unis les recommandations finales.*

LA décision de lâcher des bombes atomiques sur le Japon fut l'une des plus graves qu'ait jamais eu à prendre un gouvernement. Aussi ai-je résolu de relater la succession des événements qui, à mon sens, la motivèrent.

C'est à la fin de 1941 que le Président Roosevelt attira pour la première fois mon attention sur l'énergie atomique. Par la suite je fus directement mêlé à toutes les décisions politiques concernant son développement et son utilisation. Enfin du 1<sup>er</sup> mai 1943 au 21 septembre 1945 — date à laquelle je donnai ma démission de ministre de la Guerre — j'assumai directement devant le Président du Gouvernement l'entière responsabilité de l'entreprise.

La politique de Roosevelt consistait à tout mettre en œuvre pour aboutir dans le plus bref délai à la mise au point d'une arme atomique. Les raisons de cette politique sont faciles à comprendre : les Allemands avaient les premiers procédé en 1938 à une désintégration expérimentale de l'atome et

nous savions qu'ils n'avaient jamais cessé leurs travaux depuis lors. Au cours des années 1941-42, on estimait que l'Allemagne avait devancé tout le monde en ce domaine. Il était d'importance vitale pour les Alliés qu'elle ne fût pas la première à jeter l'arme nouvelle dans la bataille.

Je n'ai jamais entendu le Président Roosevelt s'élever contre l'utilisation de l'énergie atomique comme moyen de combat. Il avait, certes, pleinement conscience du potentiel de destruction amassé par les recherches atomiques. Il m'en a souvent parlé. Mais il s'agissait de faire la guerre

et nous devons accomplir à tout prix ce travail.

On a déjà raconté en détail l'extraordinaire histoire de la bombe atomique. Il me suffira donc de rappeler qu'au printemps de 1945 nous arrivions au terme de nos efforts.

Le 15 mars j'eus mon dernier entretien avec le Président. Les notes que j'ai prises sur cette conversation donnent une idée assez précise de notre état d'esprit à l'époque. Je les évoquerai ici en supprimant toutefois le nom d'un haut fonctionnaire qui estimait alors que nous allions au-devant d'un échec. C'était là l'opinion courante de ceux qui n'étaient pas spécialement informés.

Le Président Roosevelt et moi abordâmes en premier le contenu d'un rapport établi par ce fonctionnaire et dont j'avais pris connaissance au préalable. X... avait été alarmé par des rumeurs dénonçant « l'extravagance » du fameux *plan Manhattan* (1) dont les conséquences, laissait-il entendre, pourraient être désastreuses. Il préconisait la réunion d'un groupe de savants, tenus jusqu'ici à l'écart du projet, auxquels on confierait le soin de l'étudier. Car, ajoutait-il, le bruit courait qu'en adoptant le *plan Manhattan* le Président s'était laissé embarquer dans une mauvaise affaire.

Je communiquai à Roosevelt la liste des savants participant aux recherches atomiques : y figuraient quatre prix Nobel et presque tous les physiciens américains de valeur.

Nous passâmes ensuite au problème du contrôle de l'énergie atomique après la guerre. A ce sujet deux doctrines étaient déjà en présence. La première soutenait la thèse du contrôle de l'énergie atomique par ceux qui en avaient alors effectivement le secret. L'autre se prononçait en faveur d'un contrôle international basé sur la liberté de la science et le libre accès aux découvertes acquises. Je fis ressortir auprès du Président la nécessité de régler cette question avant le lancement de la première bombe atomique et de se tenir prêt à faire une déclaration publique immédiatement après. Il fut d'accord avec moi sur ce point.

Je n'ai pas revu Franklin Roosevelt. Lorsque je retournai à la Maison Blanche, le 25 avril 1945 pour discuter à nouveau du problème, je me trouvai en face d'un homme, Harry Truman, dont toutes les connaissances en matière atomique se bornaient jusque-là à celles d'un sénateur ayant admis sans réticence que les secrets de l'arme nouvelle ne devaient être divulgués à personne, pas même à lui.

Devenu Président et Commandant en chef, les responsabilités finales en ce domaine lui incombaient désormais. Le memorandum

qui servit de base à notre discussion ce jour-là témoigne lui aussi de nos préoccupations du moment. En voici un aperçu :

1° D'ici quatre mois les Etats-Unis auront sans doute mis au point l'arme la plus terrible que le monde ait jamais connue.

2° Bien que la Grande-Bretagne ait participé aux recherches, les Etats-Unis sont à l'heure actuelle et seront, pour quelques années encore, le seul pays connaissant et sachant utiliser les éléments nécessaires à la fabrication de la bombe atomique.

3° Néanmoins, il est certain que les Etats-Unis ne pourront conserver indéfiniment un tel privilège. D'autres nations auront vraisemblablement dans l'avenir la faculté de fabriquer de tels engins dans des délais beaucoup plus courts.

4° Il est facile de concevoir une époque où ces bombes pourront être fabriquées secrètement et utilisées par surprise dans une attaque particulièrement dévastatrice. Si, en pareil cas, un grand pays se laissait prendre au dépourvu, il se verrait menacé d'être conquis en très peu de temps par une nation beaucoup moins importante que lui.

5° En comparant le stade actuel de l'évolution morale des peuples à celui du progrès technique, il est permis de penser que le monde peut se trouver un jour à la merci de l'arme atomique. En d'autres termes, la civilisation moderne

court le risque d'être anéantie.

6° Il serait dangereux que les Etats-Unis participent à une organisation quelconque de la paix mondiale avant de s'être rendu compte de l'extraordinaire puissance de la bombe atomique. Devant la menace qu'elle représente, aucun des systèmes de contrôle élaborés jusqu'ici ne s'avèrerait efficace. Il faudrait, tant sur le plan national que sur le plan international, établir un droit d'inspection et de surveillance pratiquement illimité dont personne n'a jamais eu l'idée.

7° Faut-il que les Etats-Unis partagent le secret de l'arme nouvelle avec d'autres nations et, en ce cas, dans quelles conditions ? De la réponse donnée à ces questions dépendra l'avenir de leurs relations extérieures. La mise au point de la bombe atomique a donné aux Américains la responsabilité morale de tous les désastres ultérieurs qui pourraient s'abattre sur l'humanité.

8° D'autre part, si le problème de l'utilisation de la bombe atomique au mieux des intérêts de tous parvenait à être résolu, les Etats-Unis seraient en mesure d'apporter la paix au monde et d'assurer la sauvegarde de la civilisation.

9° Etant donné ces différentes considérations et conformément au rapport du général Leslie Grove, responsable de l'exécution du plan Manhattan, des mesures sont étudiées en vue de constituer un comité chargé de conseiller les

(1) On désignait sous le nom de *plan Manhattan* l'ensemble des opérations relatives à la fabrication et à l'utilisation de la bombe atomique.

pouvoirs exécutif et législatif du Gouvernement américain.

Je pris la présidence de ce comité, connu sous le nom de *Interim Committee*. Le gros travail retomba sur George Harrison, qui dirigeait les débats en mon absence.

Les discussions portaient sur l'ensemble des problèmes atomiques. Ceux-ci étaient envisagés sous tous leurs aspects : politique, militaire, scientifique. Les recommandations du Comité, au moment où il fut question d'utiliser l'arme nouvelle contre le Japon, ne furent présentées qu'après étude approfondie.

Les attributions de cet organisme comprenaient également la préparation de projets de loi sur le contrôle national de l'énergie atomique et de recommandations sur son contrôle international futur. Le Général Marshall et moi-même sentions bien que l'énergie atomique ne devait pas être considérée uniquement sous l'angle militaire mais en fonction du fait qu'elle avait modifié les rapports de l'homme avec l'univers.

Le 1<sup>er</sup> juin l'*Interim Committee* adopta à l'unanimité les résolutions suivantes :

I — La bombe atomique devra être utilisée le plus tôt possible contre le Japon.

II — Elle devra être lancée sur un objectif double, c'est-à-dire sur une installation militaire ou usine de guerre entourée de maisons ou autres constructions le plus sus-

ceptibles d'être endommagées.

III — Il ne sera pas donné d'indications préalables sur la nature de l'arme.

Le Comité avait soigneusement étudié d'autres possibilités d'utilisation de la bombe atomique, notamment celle d'adresser aux Nippons un avertissement détaillé sur la nature des dangers qu'ils couraient ou de procéder à une simple démonstration en bombardant une région inhabitée. Elles furent écartées. De tels projets ne parurent pas susceptibles d'entraîner à coup sûr la capitulation japonaise. Ils comportaient en outre de sérieux risques. En effet, l'expérience de New Mexico elle-même ne devait pas fournir la certitude qu'une bombe envoyée par avion exploserait inévitablement. Or rien ne serait allé plus à l'encontre de notre but qu'un ultimatum suivi d'un bombardement ne donnant pas les résultats escomptés. Il nous fallait cependant envisager cette éventualité. De plus, nous n'avions pas de bombes à gaspiller. Il était donc d'une importance vitale que l'effet recherché fût obtenu rapidement avec ce dont nous disposions.

Le rôle de l'*Interim Committee* était purement consultatif. C'est sur moi seul que reposait la responsabilité des « recommandations » adressées au chef du gouvernement et il n'est pas dans mes intentions de le dissimuler. J'arrivais d'ailleurs à peu près aux

mêmes conclusions que mes collègues du Comité, mais par des voies différentes. J'estimais que pour arracher à l'Empereur et à ses conseillers militaires une capitulation sans conditions il fallait leur imposer un choc assez violent pour balayer tous leurs doutes sur nos possibilités d'anéantir l'Empire japonais, tout en épargnant beaucoup plus de vies humaines, américaines et japonaises, qu'il n'en coûterait.

Cette opinion et les décisions qu'elle entraîna étaient basées sur les faits suivants :

Au début de l'été 1945, le Japon était déjà sérieusement affaibli. Les services de renseignements américains n'ignoraient pas certaines initiatives nippones prises en vue d'inciter le gouvernement soviétique à servir de médiateur dans une paix négociée. Toutefois ces vagues propositions montraient que le Japon entendait garder une partie de ses conquêtes ; aussi n'avaient-elles pas été prises en considération. Aucun indice ne permettait de prévoir d'autre part un fléchissement dans la détermination de l'ennemi de combattre plutôt que de se soumettre à une capitulation sans conditions.

Sa puissance militaire était encore considérable. Toujours d'après les services de renseignements américains le montant de ses effectifs était d'environ 5 millions d'hommes dont un peu moins de 2 millions stationnaient dans les îles japo-

naises proprement dites. Ces estimations se sont avérées par la suite très voisines des chiffres officiels japonais.

Sa marine avait pratiquement cessé d'exister si ce n'est comme instrument de harcèlement contre une flotte d'invasion. L'aviation était réduite à limiter son action aux « attaques-suicides ». Celles-ci avaient d'ailleurs infligé des dégâts importants aux forces navales américaines et leur efficacité éventuelle lors des ultimes combats n'était pas sans préoccuper sérieusement les Alliés.

Il y avait de fortes chances pour que les Japonais décident de résister coûte que coûte dans tous les secteurs dont ils avaient le contrôle. Dans ces conditions, les Alliés se trouveraient en face de l'énorme tâche de détruire une force de 5 millions d'hommes et 5.000 avions-suicide, aviateurs et soldats d'une race qui avait déjà amplement démontré sa faculté de combattre jusqu'à la mort.

A cette même époque les plans de l'Etat-Major américain ne tenaient pas compte de la bombe atomique dont on n'avait pas encore fait l'essai à New Mexico. Ils prévoyaient un blocus total, des bombardements stratégiques de plus vaste envergure et pour le 1<sup>er</sup> novembre une invasion de l'île méridionale de Kiou-Siou suivie au printemps 1946 d'une seconde invasion : celle de l'île principale de Honshu.

L'ensemble des forces américaines prévues pour mener à bien cette gigantesque entreprise était de l'ordre de 5 millions d'hommes. On estimait généralement dans l'hypothèse la plus favorable que, si ces plans devaient être exécutés point par point, les opérations les plus importantes ne seraient pas terminées avant la fin de 1946. De plus, j'avais été informé qu'il fallait s'attendre à des pertes américaines se chiffrant à plus d'un million d'hommes. Toutes les expériences antérieures permettaient de supposer que celles de l'armée japonaise seraient beaucoup plus élevées encore.

Fort de ces considérations, j'adressai le 27 juillet 1945 un memorandum au Président Truman, soutenant la thèse qu'un ultimatum devait être adressé en temps voulu au Japon par l'Amérique, l'Angleterre, la Chine et la Russie, au cas où cette dernière aurait déclaré la guerre à l'Empire. Cet ultimatum aurait pour but de demander au Japon de capituler. Après quoi l'occupation permettrait de procéder à une démilitarisation complète du pays dans l'intérêt de la paix future. Quand j'en discutai avec lui, le Président Truman approuva ce projet dans son ensemble.

Il importe de mettre en lumière le double aspect de l'avertissement proposé. En cas de résistance il menaçait le Japon de destruction ; en cas de capitulation il lui

apportait l'espoir d'un redressement.

Mon memorandum ne contenait aucune allusion à la bombe atomique dont il n'était d'ailleurs jamais fait mention sauf en cas d'absolue nécessité. De plus l'arme n'avait pas encore été expérimentée. Il va de soi, cependant, que son utilisation apparaissait comme la meilleure sanction possible dans le cas où les Japonais repousseraient notre ultimatum.

L'adhésion du Président Truman aux principes exprimés dans le memorandum du 2 juillet était une décision de haute portée politique. Cette décision acquise, le rôle de la bombe atomique dans notre plan d'attaque devint évident.

De longues discussions eurent lieu à Washington sur le moment opportun de lancer l'ultimatum. La date, déjà fixée, de la réunion des Trois Grands à Potsdam fut l'élément qui prévalut en définitive. Pour que l'entente absolue des principaux ennemis du Japon ne puisse être mise en doute, le Président Truman décida que l'avertissement serait solennellement proclamé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine à l'issue de cette réunion.

C'est ainsi que naquit, le 26 juillet, l'ultimatum de Potsdam.

Son contenu suivait de très près celui du memorandum du 2 juillet à ceci près qu'il n'y était pas fait mention de l'Empereur.

Le 28 juillet, Susiki, le premier ministre japonais, rejetait l'ultima-

tum et ajoutait que celui-ci ne justifiait pas une déclaration publique. Dans ces conditions nous ne pouvions faire moins que de démontrer la véracité des termes de l'ultimatum.

L'expérience de New Mexico avait eu lieu le 16 juillet pendant la conférence de Potsdam. On avait tout de suite reconnu les propriétés extraordinaires de l'arme atomique. Son utilisation avait toutes les chances de provoquer, parmi les membres de l'oligarchie japonaise, le choc psychologique désiré, c'est-à-dire fortifier la position des partisans de la paix et affaiblir celle du parti militaire.

Etant donné l'importance de l'intervention atomique en préparation, l'Etat-Major m'en soumit le plan détaillé. En accord complet avec le Président Truman je rayai Kyoto des objectifs proposés. Cette ville était évidemment un centre militaire de grande importance mais elle avait été jadis la capitale et demeurait le sanctuaire de la culture et de l'art japonais.

J'approuvai le choix de quatre autres villes dont Hiroshima et Nagasaki. Hiroshima fut bombardée le 6 août, Nagasaki le 9. Les deux cités tenaient une place prépondérante dans l'effort de guerre japonais. A Hiroshima, dépôt important de matériel et centre de rassemblement, se tenait le quartier général de l'armée chargée de défendre le Sud du Japon. Le grand port naval de Nagasaki comptait

plusieurs usines de guerre de première importance. Nous pensions avoir frappé des centres militaires vitaux et nous attendions le résultat de notre action.

Nous attendîmes vingt-quatre heures.

Le 10 août, à l'issue d'une très longue réunion du cabinet japonais au cours de laquelle l'Empereur dut prendre, en personne, la décision de faire sortir le gouvernement de l'impasse où il s'était engagé, la demande de capitulation fut rédigée. Elle était basée sur les termes de l'ultimatum de Potsdam mais contenait une réserve au sujet de la souveraineté de l'Empereur. Bien que la réponse alliée à cette réserve n'ajoutât rien aux promesses précédentes, elle reconnut implicitement le maintien du souverain japonais en prescrivant toutefois que, dans l'exercice du pouvoir, il serait soumis aux ordres du commandement suprême allié.

Le 14 août les Japonais acceptèrent cette stipulation et le 2 septembre ils signaient l'acte de capitulation. Notre grand objectif était atteint. Tous les documents que j'ai vus à l'époque révèlent que le facteur décisif de notre succès fut l'emploi de la bombe atomique.

Deux bombes seulement furent lâchées. Nous n'en avions pas d'autres qui fussent prêtes et le rythme de la production était alors très lent. Si la guerre avait duré jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, date prévue pour le premier débarquement, le

développement accru des grands raids de nos forteresses volantes aurait causé plus de dégâts que les rares bombardements atomiques que nous aurions été en mesure de réaliser pendant la même période. Mais l'arme atomique était beaucoup plus qu'un terrible engin de destruction, c'était une arme psychologique. En mars 1945, au cours du premier grand raid incendiaire exécuté par l'aviation américaine sur la région de Tokio, le nombre des victimes et l'importance des destructions dépassèrent en importance ceux de Hiroshima. Des bombardements semblables lui succédèrent. Presque aucune région urbaine ne fut épargnée, et cependant le Japon continua la lutte. Le 6 août, un B.29 lâchait une seule bombe atomique sur Hiroshima, suivie trois jours plus tard d'une seconde sur Nagasaki et la guerre était terminée. L'arme nouvelle avait très exactement rempli le rôle qui lui avait été assigné : le parti nippon favorable à la cessation des hostilités put alors s'engager dans la voie de la capitulation et l'Empereur user de tout son prestige en faveur de la paix.

Dans le memorandum du 2 juillet j'avais conseillé de maintenir l'Empereur au pouvoir en raison de la traditionnelle vénération de ses sujets à son égard et de son autorité absolue sur les troupes. En fait, quand il ordonna la capitulation et que le groupe des opposants fanatiques — peu nombreux mais

dangereux — fut réduit à l'impuissance, les Japonais firent preuve d'une telle soumission que l'immense entreprise d'occupation et de désarmement fut réalisée avec une facilité sans précédent.

La décision d'utiliser la bombe atomique a coûté plus de cent mille morts au Japon. Il n'y a pas lieu d'en tirer gloire et je n'ai nulle intention de le faire. Mais la destruction systématique et délibérée de Hiroshima et de Nagasaki était la solution la moins horrible. Elle mit un terme à la lutte contre le Japon. Elle le fit cesser l'étouffement par le blocus, les bombardements incendiaires, et écarta le spectre affreux du choc de deux immenses armées de terre.

Sous tous ses aspects, la guerre du xx<sup>e</sup> siècle est devenue de plus en plus barbare, destructrice et dégradante. On peut dire, maintenant, qu'avec la libération de l'énergie atomique l'homme possède à peu près complètement le pouvoir de s'anéantir lui-même.

Si les deux bombes de Hiroshima et Nagasaki mirent fin à la lutte, elles apportaient aussi un message impératif : celui de proscrire à tout jamais l'emploi des armes.

Telle est la leçon que les hommes et leurs chefs doivent apprendre dans toutes les parties du monde. Et quand ils l'auront bien méditée je suis sûr qu'ils trouveront le moyen d'assurer une paix durable. Aucun autre choix ne leur est laissé.